



**PRÉFET  
DE LA SEINE-  
MARITIME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Normandie

Arrêté du **12 DEC 2023** mettant en demeure la société **SAFRAN AEROSYSTEMS** à **CAUDEBEC-LES-ELBEUF** de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement

**Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

- Vu le code de l'environnement et notamment l'article L. 171-8;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 20 juin 2002 réglementant les activités exercées par la société SA AERAZUR à CAUDEBEC LES ELBEUF devenue depuis SAFRAN AEROSYSTEMS ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 23-035 du 30 janvier 2023 portant délégation de signature à Mme Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu le dossier de porter à connaissance du 22 juillet 2022 relatif à la modification du stockage et de la distribution de l'atelier dissolutions, et notamment son annexe 3 « Analyse de risques » mise à jour par courriel du 19 octobre 2023 ;
- Vu le rapport de l'inspection de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 10 novembre 2023 ;
- Vu l'absence d'observation formulée par l'exploitant sur ce projet.

## CONSIDÉRANT

que la société SAFRAN AEROSYSTEMS exerce des activités d'enduction de matières textiles et de transformation de polymères sur son site situé sur la commune de CAUDEBEC-LES-ELBEUF ;

que l'arrêté préfectoral du 20 juin 2002 prescrit la réalisation d'une étude technico-économique au plus tard au 1<sup>er</sup> septembre 2002, afin de mettre en circuit fermé les eaux de refroidissement de l'usine ;

que l'exploitant n'a pas réalisé l'étude dans le délai imparti et que ce délai est désormais échu ;

que ce constat avait déjà été relevé lors de la précédente visite de l'inspection des installations classées le 16 mai 2019 ;

que l'arrêté préfectoral du 20 juin 2002 prescrit que les eaux de refroidissement doivent être recyclées pour les installations nouvelles ;

que lors de la visite du 16 octobre 2023, l'exploitant a déclaré que le mélangeur Italmec 5L, mis en service dans l'atelier mélanges depuis moins de 3 ans, soit postérieurement à l'entrée en vigueur de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2002, fonctionne avec un circuit d'eau de refroidissement ouvert ;

que, par ailleurs, l'arrêté préfectoral du 20 juin 2002 prescrit que « les réseaux de collecte des effluents doivent discriminer les eaux non polluées (eaux pluviales exemptes de pollution) des diverses catégories d'eaux polluées » ;

que lors de la visite du 16 octobre 2023, l'exploitant a déclaré que les eaux de refroidissement des autoclaves 1 et 2 sont rejetées avec les eaux pluviales alors qu'elles sont susceptibles d'être chargées de particules de talc et caoutchouc, puisqu'elles rentrent en contact direct avec les pièces produites ;

qu'en outre, l'article 16 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé exige que soi(en)t installé(s) un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les milieux de prélèvement ;

que lors de la visite du 16 octobre 2023, il a été constaté que les trois forages de prélèvement d'eau dans la nappe ne sont pas protégés par un dispositif pour éviter des retours de substances vers le milieu ;

que ce constat avait déjà été relevé lors de la précédente visite de l'inspection des installations classées le 16 mai 2019 ;

qu'enfin, l'article 65 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé exige que dans les parties de l'installation recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles ;

que l'annexe 3 « Analyse des risques » du porter à connaissance du 22 juillet 2022 transmise par courriel du 19 octobre 2023 mentionne que le scénario d'explosion lié à l'installation de matériel non ATEX est classé « probable » car il reste dans l'atelier dissolutions 3 malaxeurs horizontaux dont les moteurs ne sont pas conformes ATEX zone 2 ;

que l'atelier où sont disposés ces équipements est classé en zone ATEX zone 2 ;

que ces faits constituent des manquements caractérisés aux dispositions réglementaires susvisées ;

que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, en mettant en demeure la société SAFRAN AEROSYSTEMS de respecter les dispositions :

- des articles 3.1.7, 3.1.8.1.1 et 3.1.8.1.2 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2002 susvisé ;
- de l'article 16 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé ;
- de l'article 65 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

qu'un délai est nécessaire pour l'élaboration par l'exploitant de l'étude technico-économique précitée et pour la mise en conformité des installations ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> -**

La société SAFRAN AEROSYSTEMS, dont le siège social est situé 61 Rue Pierre Curie à PLAISIR (78370), est mise en demeure, pour son établissement de CAUDEBEC-LES-ELBEUF, de respecter les dispositions de l'article 3.1.7 de l'annexe l'arrêté du 20 juin 2002 susvisé en discriminant les eaux de refroidissement des autoclaves 1 et 2 des eaux pluviales exemptes de pollution sous **4 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

### **Article 2 -**

La société SAFRAN AEROSYSTEMS est mise en demeure, pour son établissement de CAUDEBEC-LES-ELBEUF, de respecter les dispositions des articles 3.1.8.1.1 et 3.1.8.1.2 annexés à l'arrêté du 20 juin 2002 sus-visé sous **3 mois** à compter de la notification du présent arrêté en remettant une étude technico-économique visant à mettre en circuit fermé les eaux de refroidissement de l'usine, notamment celles du mélangeur Italmec 5L exploité dans l'atelier mélanges. Cette étude est accompagnée d'un calendrier de réalisation.

Cette prescription sera réputée satisfaite si l'exploitant :

- transmet le bon de commande de l'étude signé sous **1 mois** à compter de la notification du présent arrêté ;
- et remet à l'inspection l'étude précitée et le calendrier de réalisation associé sous **3 mois**.

### **Article 3 -**

La société SAFRAN AEROSYSTEMS est mise en demeure, pour son établissement de CAUDEBEC-LES-ELBEUF, de respecter les dispositions de l'article 16 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé sous **6 mois** à compter de la notification du présent arrêté en mettant en place un dispositif pour éviter des retours de substances vers les forages n°1, 2 et 3.

Cette prescription sera réputée satisfaite :

- pour les forages n°1 et 2 dans le cas où l'exploitant justifie que son château d'eau remplit cet objectif ;
- s'il installe un dispositif sur le forage n°3.

### **Article 4 -**

La société SAFRAN AEROSYSTEMS est mise en demeure, pour son établissement de CAUDEBEC-LES-ELBEUF, de respecter les dispositions de l'article 65 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé sous **3 mois** à compter de la notification du présent arrêté au sein de son atelier de dissolution.

Cette prescription sera réputée satisfaite si l'exploitant rend conforme à la réglementation ATEX les moteurs des 3 malaxeurs horizontaux de l'atelier dissolution dans le délai imparti.

### **Article 5 -**

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1<sup>er</sup> à 4 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du L. 171-8 du code de l'environnement.

### **Article 6 -**

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R.421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

#### **Article 7 -**

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, le maire de la commune de CAUDEBEC-LES-ELBEUF, le directeur départemental du service d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté est notifié à la société SAFRAN AEROSYSTEMS à CAUDEBEC-LES-ELBEUF.

Fait à ROUEN, le

12 DEC 2023

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale



Béatrice STEFFAN